

## **La Septième Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement**

**Bruxelles, 18 - 19 décembre 2018**

*Rapport abrégé de la Conférence*

La [septième Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement](#) (EUNPDC) s'est tenue les 18 et 19 décembre 2018 à Bruxelles et a réuni des experts en non-prolifération, désarmement, contrôle des armements et armes conventionnelles issus d'organismes publics, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile de l'Union européenne (UE), d'États associés ainsi que de pays tiers. La conférence a été organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) au nom du [Consortium des groupes de réflexion indépendants de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement](#). Plus de 230 experts provenant de plus de 50 pays et 90 centres de recherche y ont assisté.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement est l'un des événements phares du Réseau de groupes de réflexion et de centres de recherche indépendants de l'UE. Le réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne pour soutenir la mise en œuvre de [la stratégie de l'UE contre la prolifération d'armes de destruction massive](#). Le réseau qui se concentre désormais également sur la mise en œuvre de [la stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](#), rassemble plus de 70 instituts de recherche, le tout coordonné par un Consortium de six instituts: La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK/ PRIF), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), et le Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (VCDNP).

Depuis 2012, la Conférence annuelle est l'une des réunions mondiales les plus importantes en matière de non-prolifération et de désarmement. Elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les mesures de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, ainsi qu'à relever les défis liés aux armes conventionnelles, y compris leur commerce illicite et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et leurs munitions.

Dans son allocution de bienvenue, Ettore Greco, vice-président exécutif de l'Istituto Affari Internazionali, a souligné que le Conseil de l'UE avait décidé d'élargir le champ d'activités du Réseau de manière à qu'il englobe, en plus de la non-prolifération, le désarmement également. Selon Greco, cette décision reflète « l'ambition de

l'UE de jouer un rôle plus vaste dans le contrôle mondial des armements ». Greco a attiré l'attention sur l'intensification ou l'apparition de défis en matière de maîtrise des armements, tels que l'érosion des principaux régimes multilatéraux, les avancées technologiques exerçant des pressions sans précédent sur la sécurité internationale et soulevant de nouvelles préoccupations sur les dangers d'une escalade, ainsi que le fossé grandissant entre l'Union européenne et les États-Unis sur un grand nombre de questions sur le contrôle des armements. Dans le même temps, « le besoin est largement ressenti au sein de l'Union européenne - a-t-il ajouté - d'examiner l'adaptation éventuelle des régimes de maîtrise des armements existants et des nouveaux instruments permettant de garantir le respect des obligations ».

La discussion a porté sur de nombreux sujets d'une importance cruciale pour les travaux de l'UE et du [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), y compris les armes autonomes, le désarmement chimique, l'architecture du contrôle des armes nucléaires, les mesures de construction de la confiance et sécurité et le contrôle des armements dans l'espace, la cybersécurité, et les activités [des Centres d'Excellence du CBRN](#). Des sessions spéciales ont également été consacrées à la réglementation du commerce des armements et aux défis régionaux, à savoir la non-prolifération et le désarmement en Asie du Nord-Est et au Moyen-Orient.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Federica Mogherini, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. « Aujourd'hui, a-t-elle déclaré, l'Union européenne est reconnue comme une référence mondiale en matière de non-prolifération et de désarmement. Le point de départ de nos travaux et de notre approche européenne consiste à considérer le désarmement, le contrôle des armements et la non-prolifération comme des outils de la politique de sécurité, avant tout pour chercher des solutions diplomatiques négociées, même aux problèmes de sécurité les plus graves ». Mogherini a également répété l'engagement de l'UE en faveur de la non-prolifération et du désarmement, soulignant l'importance de solutions multilatérales en tant que « seul moyen de garantir la non-prolifération, sur le long terme, de manière soutenable », et la nécessité de relever les défis de la prolifération régionale en adoptant des mesures visant à « appliquer les accords existants, à moderniser et à universaliser l'architecture actuelle et à l'élargir avec de meilleures règles et de meilleures garanties ». La haute représentante a conclu en déclarant que « l'Union européenne et ses États membres sont, et continueront de l'être, un élément moteur pour préserver et renforcer la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant que pierre angulaire de l'architecture mondiale de non-prolifération ».

La conférence a également été l'occasion pour les intervenants d'exposer les points de vue de leurs pays et régions sur les défis et les opportunités en matière de non-prolifération et désarmement.

Selon le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, Christopher Ford, les États-Unis ont « accéléré leurs efforts diplomatiques pour résoudre les deux menaces les plus dangereuses pour le régime mondial de non-prolifération: l'avancée nucléaire et missile de la RPDC et les défis en matière de prolifération que présente l'Iran ». Alors que les États-Unis « et nos amis européens ont [...] des désaccords fondamentalement tactiques sur la manière de prendre des mesures pour freiner de telles menaces [...], nous ne sommes pas en désaccord sur les objectifs clés ». Ford a également abordé les questions de désarmement en exhortant les États à ne pas tomber dans « le piège de la solution miracle du TIAN [[Traité d'interdiction des armes nucléaires](#)] » et a déclaré qu'« une nouvelle réflexion sur le désarmement est absolument nécessaire », considérant que « l'agression déstabilisatrice de la Russie en Ukraine, Géorgie et ailleurs » ainsi que la « solide construction nucléaire et conventionnelle » de la Chine « [sont en train] d'ébranler directement les objectifs de désarmement [...] de créer une sorte de crise pour le processus de désarmement ».

Rose Gottemoeller, secrétaire générale déléguée de l'OTAN, a fait part de ses inquiétudes sur la Russie en affirmant qu'en violant les accords internationaux, à savoir [le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire \(FNI\)](#), et en ignorant les obligations découlant des traités tels que celles de [la Convention sur les armes chimiques \(CAC\)](#), la Fédération de Russie « met à mal l'architecture de sécurité ». Dans son discours, Gottemoeller a également identifié trois défis urgents: le risque croissant d'utilisation d'armes nucléaires, la prolifération des missiles balistiques et de croisière, et le retour à l'utilisation des armes chimiques, tout juste cent ans après leur première utilisation à Ypres, en 1917. « Nous devons non seulement protéger, mais aussi renforcer l'ordre international fondé sur des règles [...] L'Alliance de l'Atlantique Nord reste déterminée à soutenir les négociations sur le désarmement, à élaborer des propositions visant à limiter et à réduire les armes conventionnelles et nucléaires et à empêcher la propagation de tous les types d'armes de destruction massive ».

Vladimir Baranovskiy, de l'Institute of World Economy and International Relations of the Russian Academy of Sciences (IMEMO), a présenté le point de vue russe. Baranovskiy a affirmé que l'état actuel des régimes de non-prolifération et de désarmement et la crise du contrôle des armements ne pouvait être uniquement imputés à la Russie et que d'autres États, y compris les États-Unis, avaient leur part de culpabilité. « Une volonté politique des deux côtés est nécessaire ». En fournissant une vision critique de la situation générale, Baranovskiy a affirmé qu'« il est absolument essentiel de maintenir le mouvement intellectuel et politique en marche » afin de ne pas perdre les acquis des dernières décennies. Enfin, en ce qui concerne l'UE, « pour ce qui est du contrôle des armements [...], l'UE pourrait et devrait prendre les devants précisément parce que les États-Unis et la Russie semblent se trouver dans une sorte de paralysie mutuelle ».

Jacek Bylica, conseiller principal du SEAE et envoyé spécial pour la non-prolifération et le désarmement, s'est concentré sur les principes à la base de l'action de l'UE dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, tels qu'ils sont exprimés dans les divers documents de l'UE, notamment dans [la stratégie globale de l'Union européenne de 2016](#). Il a rappelé que l'UE avait toujours préconisé une approche multilatérale coopérative face aux défis du contrôle des armements. « L'ordre mondial que nous défendons - a-t-il déclaré - est fondé sur le droit international ». Il a également fourni un aperçu des outils politiques, financiers et institutionnels de l'UE pour mettre en œuvre ces principes, en soulignant le rôle joué par le SEAE. « Nous sommes disposés à travailler avec des partenaires nationaux et internationaux », a-t-il ajouté, en faisant remarquer que tous les accords de l'UE avec des partenaires prévoient une clause de non-prolifération. Au sujet de la maîtrise des armements et du contrôle des exportations, il a précisé que, bien qu'ils restent une prérogative nationale, l'UE a encouragé, par le biais de son Code de conduite, la convergence des politiques nationales sur un ensemble de principes fondamentaux.

La Conférence EUNPD de 2018 a également accueilli un discours liminaire prononcé par le directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Fernando Arias. Arias a observé que depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques, en 1997, « il est indéniable que d'importants progrès ont été accomplis vers un monde sans armes chimiques [...]. Plus de 96 % des 72 000 tonnes métriques d'agents de guerre déclarés ont été détruites » et « 193 pays sont désormais parties à la CAC. [...] Cependant, au cours des cinq dernières années, [...] nous avons tous assisté à plusieurs violations [de la norme contre l'utilisation d'armes chimiques] en Syrie, en Irak, en Malaisie et au Royaume-Uni ». C'est pourquoi, « résoudre la réapparition de l'utilisation d'armes chimiques est désormais l'un des tests déterminants cruciaux de l'OIAC. L'identification des utilisateurs d'armes chimiques constituera un facteur important pour décourager toute utilisation ultérieure » et « le meilleur moyen de freiner leur usage ». Arias a conclu en soulignant l'importance

de l'universalisation, estimant que « tant qu'un pays restera en dehors de la Convention, il existera un risque élevé de prolifération » et en confirmant la persévérance de l'OIAC « dans sa mission de débarrasser le monde des armes chimiques ».

Parmi les autres intervenants, figuraient la directrice du service de Genève de l'UNODA, Anja Kaspersen, le coordinateur en chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Cornel Feruță, le secrétaire général adjoint de l'OTAN, Antonio Missiroli, ainsi que des universitaires, des chercheurs renommés et des responsables du monde entier.

Sybille Bauer, directrice des études du programme d'armement et désarmement du SIPRI, a prononcé le discours de clôture. « Nous vivons dans des eaux turbulentes [...] - a-t-elle remarqué - déjà à la conférence de l'année dernière, il y avait un fort sentiment d'urgence, de crise, de risque et de fragilité [...] il est vraiment temps, comme certains d'entre vous l'ont également dit, de se concentrer sur ce qui nous unit et non pas sur ce qui nous divise [...] et d'essayer d'identifier des terrains d'entente commune[...] La crise est aussi synonyme d'opportunité [...] cette [conférence] est un important lieu de rencontre, un endroit qui relie différentes régions, comme nous l'avons vu, et qui relie également différentes communautés [...], ce qui est une chose rare. La haute représentante nous a exhortés à trouver des solutions innovantes, ce qui nécessite de sortir des sentiers battus [...]. C'est aussi quelque chose que nous avons fait ensemble lors de cette conférence », a déclaré Bauer.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement a de nouveau constitué un événement central pour un débat multilatéral sur le contrôle des armements, la non-prolifération et le désarmement. Elle a également réaffirmé l'engagement profond de l'Union européenne vis-à-vis d'un ordre mondial fondé sur des règles et a montré la sensibilisation accrue des responsables gouvernementaux, des universitaires et de la société civile de pays tiers face aux politiques de l'Union en matière de non-prolifération et de désarmement. De plus, le débat a exploré de nouvelles manières et moyens d'améliorer les capacités dans des régions du monde sans grande expertise dans la lutte contre les menaces liées aux ALPC, aux ADM et à leurs vecteurs. Enfin, la conférence a permis de renforcer le rôle et la cohésion des groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement.